

Prolongation d'une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques de la société e*Message Wireless Information Services France dans la bande 450 - 470 MHz pour établir et exploiter un réseau radioélectrique ouvert au public

**Consultation publique de l'Arcep du 12 décembre
2024 au 28 janvier 2025**

Contribution de TDF

Le 28 janvier 2025

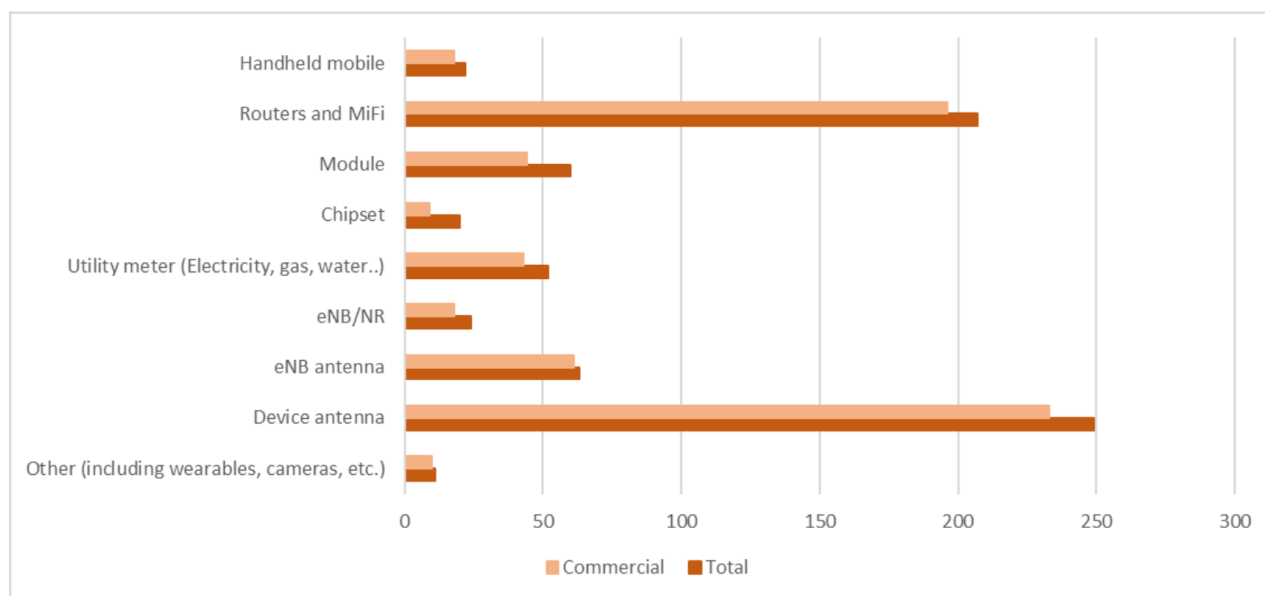


Le 12 décembre 2024, l'Arcep a lancé une consultation publique relative à la prolongation d'une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques de la société e*Message Wireless Information Services France (ci-après, e*Message) dans la bande 450 - 470 MHz pour établir et exploiter un réseau radioélectrique ouvert au public.

Dans ce document, l'Arcep propose de prolonger pour 5 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2030, l'autorisation délivrée à la société e*Message dans les bandes 466,0375 - 466,0625 MHz, 466,1625 - 466,1875 MHz et 466,19375 - 466,21875 MHz.

TDF n'est pas opposée à ce que cette autorisation soit prolongée. Toutefois, elle tient à attirer l'attention de l'Arcep sur la nécessité de prévoir dès à présent la possibilité de démarrages de projets de 4G/5G privée dans cette bande.

TDF avait déjà insisté sur l'intérêt tout particulier que les verticales accordent à la bande 450 - 470 MHz¹. L'écosystème des réseaux mobiles privés partage en effet la conviction que celle-ci est particulièrement adaptée aux solutions de 4G/5G privée qui nécessitent une empreinte étendue, voire nationale, y compris en zone blanche (par exemple, des projets liés à la sécurité, à la gestion des réseaux d'électricité, de gaz, d'eau, [SDA] etc.). Un écosystème de terminaux disponibles dans cette bande est d'ailleurs déjà existant et va être amené à se développer, d'autres pays ayant d'ores et déjà fléché ou transféré une partie de cette bande pour des réseaux mobiles privés 4G/5G. En écho, les usages de technologies TETRA dans cette bande vont subir des obsolescences qu'il convient d'anticiper.



Etat des lieux des équipements 4G/5G dans la bande 450MHz²

¹ cf. la réponse de TDF à la consultation publique de l'ARCEP de 2022, intitulée « Préparer le futur des réseaux mobiles »

² Annual Equipment Report de l'association 450 MHz Alliance, juin 2024 (<https://450alliance.org/wp-content/uploads/2024/08/450Alliance-annual-equipment-update-2024-P-rev.pdf>)

Les propriétés physiques de cette bande lui permettent en effet de couvrir de larges surfaces avec un réseau de taille optimisée. Elle offre ainsi un bon compromis entre la surface couverte et le débit fourni. Or, cette possibilité de déploiement national n'existe ni avec le spectre 2.6GHz TDD qui est actuellement affecté aux réseaux privés, ni avec la bande 77 qui pourrait prochainement leur être affectée.

Qui plus est, cette bande dispose de capacités de pénétration dans les bâtiments qui sont bien supérieures aux bandes aujourd'hui allouées à la 5G privée. Ces capacités seraient notamment utiles pour des objets connectés protégés des intempéries par des bâtis solides.

Au total, TDF n'est pas opposée à une prolongation de l'autorisation de e*Message pour 5 ans, à condition qu'une stratégie permettant simultanément le démarrage du déploiement de réseaux de 4G/5G privée dans cette bande soit mise en œuvre. En effet, TDF considère qu'une telle démarche doit être initiée par l'Arcep au plus tôt, et ce, en lien avec l'ANFR qui maîtrise les réaménagements qui seront nécessaires à la mise en place d'un spectre dédié sur 2*3 MHz. Par exemple, le spectre en-deçà des canaux demandés par e*Message (*i.e.* en-deçà de 466MHz) pourrait être affecté aux réseaux mobiles privés après une phase de réaménagement. Cette évolution vers des réseaux *broadband* sur technologie 3GPP semble inéluctable dans la mesure où certains types de terminaux bande étroite ne seront plus distribués au-delà de 2030 : à cette échéance, une extension des réseaux mobiles privés 4G/5G dans la bande 450-470 pourrait devenir pertinente.



TDF - SAS au capital de 166 956 512 EUR.
SIREN 342 404 399 RCS Nanterre
Siège Social
155 Bis, Avenue Pierre Brossolette
92120 Montrouge
France
Tel : 33(0)1 55 95 10 00